

L'île socialiste



Journal du PS de l'Île-Saint-Denis

mai 2006

« La jeunesse n'a pas toujours raison, mais la société qui la frappe a toujours tort. »

Mitterrand, François

édito

Les Ilodyoniens sont désormais habitués à recevoir des informations du Parti socialiste : tracts nationaux ou locaux, et les visites de notre député socialiste de la première circonscription du 93 : Bruno Le Roux.

Nous, socialistes de l'Île-Saint-Denis mettons dorénavant à votre disposition notre journal. Il vous permettra de connaître la position du Parti socialiste sur les questions nationales et locales.

Rappelons que le paysage politique de l'Île-Saint-Denis peut paraître assez particulier, en effet le Parti Socialiste est dans l'opposition municipale alors que l'étiquette du maire est Vert, sa liste étant « associative ».

Les prochaines échéances nationales nécessiteront une gauche forte et unie face à la Droite de Sarkozy & co.

Le PS de l'Île-Saint-Denis souhaiterait qu'il en soit de même sur notre île et que les « vrais » militants de gauche puissent trouver des terrains d'entente pour mener à bien ces futurs rendez-vous électoraux cruciaux pour l'avenir.

Le Parti socialiste est à votre disposition, interpellez-le, saisissez-le, adhérez-y !

Le Parti Socialiste : l'alternative.



Christophe Rosé
Secrétaire de section

Projet ?

Depuis plusieurs semaines, l'actualité de notre ville ne tourne autour que d'un sujet : **Le projet de ville et notamment de la « requalification » du centre ville.**

Les banderoles ont fleuri sur le 7 et 9 rue Lénine et l'émotion est toujours très vive autour de ce projet présenté par la Majorité municipale.

Le projet de requalification du centre ville découle d'une étude demandée par la mairie qui indique que l'un des principaux problèmes du centre ville est le manque d'un commerce de type supérette. Il est à noter que plusieurs épiceries existent au centre ville qui non seulement participent à la vie de la cité mais n'ont pas envie de raccrocher, bien au contraire : l'épicerie de l'Angle Méchin/Verdun doit s'agrandir jusqu'à l'angle Jaurès et arborer une enseigne nationale. ♦



brèves

Il n'y a que le Mail qui ...

Le mail (ruelle piétonne) de l'école Samira Bellil ouvre après les congés scolaires de Printemps. Enfin ? Pas vraiment. Cette voie, pensée il y a près de 20 ans, coupe en deux le groupe scolaire laissant des installations communes à l'école Maternelle et élémentaire de chaque côté (la cantine ou l'infirmerie). Pendant toute la durée de la construction de la nouvelle école, parents d'élèves, enseignants et résidents sont intervenus pour demander la modification de ce projet. Rien n'y a fait et il aura fallu que le nouveau bâtiment et la cantine soient

bâti pour que des discussions s'engagent. Le mail a donc été construit (car payé par Plaine Commune) et des aménagements horaires doivent être mis en place : le mail sera fermé pendant les horaires scolaires et le midi pendant la cantine. Quant au nettoyage, la municipalité s'est engagée à ce qu'il soit fait tous les matins avant l'arrivée des enfants. Nous sommes toujours convaincu que ce mail n'aurait pas dû être construit, qu'une réelle concertation à la base aurait permis de maintenir cet espace comme partie intégrante de l'école.

Projet ?

Michel Bourgain l'a rappelé le 29 mars dernier, le projet ne semble «tourner» qu'autour du thème : «implanter un supermarché» en centre ville. Une logique de «chaise musicale» a donc été prévue :

- Détruire les 7 et 9 rue Lénine (28 logements) pour y installer la supérette (400 m²) en dessous d'un nouveau bâtiment,
 - Déménager la poste près de cette supérette (dans le bâtiment Fumouze) et remplacer celle-ci par un jardin au pied de la mairie,
 - Construire des logements sur l'aire de jeux et une médiathèque/école de musique/danse sur l'espace libre situé à côté de la cantine de Samira Bellil.
- A la base, le projet prévoyait l'inverse : un bâtiment de 15 logements au-dessus de la cour de l'école maternelle),
- Des places de parking notamment devant l'école Bellil.

Pour financer ce projet, la majorité Municipale avait prévu de l'inscrire dans un plan ANRU, pour cela la «seule solution» était de détruire un logement social, Dans ce cas pourquoi Lénine si ce n'est dans le but de construire une supérette. Cette résidence est, de tous les habitats sociaux du centre ville, celle qui est dans le meilleur état, contrairement au Bocage par exemple. Contrairement à ce qui avait été annoncé par la majorité municipale lors d'une réunion municipale en novembre, le projet n'est pas éligible à l'ANRU et ne pourrait être financé que sur des «crédits classiques et non de l'ANRU» (F.Ebling, directeur des relations extérieures de l'ANRU dans le Parisien du 19/01/06).

À tout cela il faut ajouter la méthode :

Les premières personnes informées du projet de destruction de Lénine furent les personnes présentes lors de la réunion de présentation du projet et non les habitants de Lénine. Le résultat est non seulement la colère de ces résidents mais surtout la psychose, la peur d'être mis dehors. Même si le projet de démolition avait été fondé la moindre des choses aurait été d'y faire participer totalement les habitants des 7/9 rue Lénine. C'est déjà un choc pour certains locataires (notamment les retraités) de devoir quitter leur appartement, mais, sans informations, cela se transforme en de multiples peurs. Plus d'humanité aurait été indispensable.



le 7/9 rue Lénine

En ce qui concerne la concertation et l'information la position de la majorité municipale est bien expliquée page 8 du journal «Notre île» : «le projet de ville est étudié dans de nombreuses réunions. Et d'ailleurs je ne vous vois pas souvent !» : les habitants de Lénine auraient dû être présents.

Méthode, hélas, habituelle de la majorité municipale, comme nous l'avons vu pour le mail de l'école Bellil et la « bulle » de tennis du quartier Sud.

Une autre pratique est intolérable : celle du chantage : «La réhabilitation du Bocage passe par la démolition de Lénine» (Réunion de quartier centre-sud de mars). Renvoyer face à face les habitants n'a jamais été une solution.

Nous pouvons y opposer la méthode employée par Plaine commune dans le cadre de la future (espérons le) réhabilitation de la résidence du Bocage : passage de l'architecte dans de nombreux appartements avec un questionnaire traitant de l'intérieur et aussi de l'extérieur, de la circulation des piétons et des voitures. Cela n'indique pas d'avance que le projet répondra aux attentes des habitants, mais cette pratique tend à les intégrer dès le début de la réflexion.

En plus de la colère ressentie un mot s'impose celui de gâchis. Gâchis devant la nécessité d'un vrai projet pour notre ville prenant en compte (pour nous socialistes c'est la moindre des choses) l'avis de la population sur des questions les concernant. Gâchis si ce projet était voué à l'échec dès le début (inégibilité). Gâchis, si 28 logements sociaux décents étaient détruits alors que tant de demandeurs (350) attendent un logement décent sur notre île.

Sécurité routière

La municipalité, Plaine commune et le Conseil Général ont engagé plusieurs travaux sur la voirie : ralentisseurs aux carrefours sur le quai de la Marine (Conseil Général), ralentisseurs et passage piéton rue Jean Jaurès et trottoirs inclinés pour les poussettes et les fauteuils (bien que l'espace entre les plots est souvent trop étroit) rue Méchin. C'est un début qu'il faut encourager, du côté de la Mairie : beaucoup de passages piétons n'existent pas, y compris sur le trajet de l'école. Du côté des automobilistes : soyez citoyens et respectez la signalisation.

Temps scolaire : 4 ou 5 jours ?

L'ensemble des associations de Parents d'Elève de L'Île-Saint-Denis ont lancé une enquête sur le Temps scolaire pour les écoles élémentaires : quel type de semaine pour nos enfants : 4 jours (Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi) avec réduction des vacances, 4 jours _ (Lundi, Mardi, Mercredi matin, Jeudi et Vendredi). Merci pour leur initiative.

ABROGATION : ENFIN !!!

Mathieu Hanotin, Secrétaire National du MJS (Mouvement des Jeunes Socialistes)

La mobilisation sociale contre le CPE, qui fut d'une ampleur sans précédent, est enfin victorieuse. Plus de 3 millions de personnes dans les rues, une unité syndicale exceptionnelle, un lien étroit entre les salariés et la jeunesse : ces facteurs, rarement réunis, ont permis d'aboutir la victoire.

Enfin... c'est le moins qu'on puisse dire. Enfin le gouvernement, après deux mois de surdité politique, a fini par entendre le cri de la jeunesse de France qui refuse la précarité comme seul avenir. Enfin le gouvernement a cessé de faire passer la bataille entre Sarkozy et Villepin avant l'intérêt national. Enfin, les forces du progrès ont réussi à infliger à ce gouvernement une défaite sociale majeure.

La tactique de saucissonnage de la société française, utilisée notamment par Raffarin, qui consistait à s'attaquer à une catégorie après l'autre (retraités, fonctionnaires, intermittents...) n'est dorénavant plus de mise.

En effet, la caractéristique de ce mouvement est l'unité et la solidarité de l'ensemble de la société. Celle-ci est née du refus de la précarisation croissante de et de la volonté de faire exister en France, comme en Europe, une alternative au libéralisme économique. Ne nous y trompons pas, c'est cette solidarité qui a permis de faire abroger le CPE.



Maintenant que le CPE est abrogé vient la question du «après» : le retrait ne règle pas la problématique du chômage. Nous pensons en effet que ce n'est pas en précarisant les contrats de travail que l'on crée de l'emploi.

Les jeunes l'ont bien compris. Loin de refléter une quelconque crispation de la société française face aux «réformes», cette mobilisation constitue une lame de fond antilibérale. Elle apparaît comme la réplique sociale du 21 avril 2002, du 29 mai 2005 ou encore des émeutes qu'ont connues nos banlieues au mois de novembre.

Face à cette situation le Parti Socialiste, qui a regagné sa légitimité grâce à son opposition au CPE, doit désormais faire exister une réelle alternative au libéralisme.

C'est cela qu'attendent la grande majorité des jeunes et des moins jeunes qui ont manifesté durant ces deux derniers mois.

Pour cela nous avons besoin de chacun et chacune. Une nouvelle procédure d'adhésion vient d'être mise en place. Elle permet à tous d'adhérer facilement (20 notamment par internet) et donc de participer à l'élaboration du projet des socialistes.

Face à la droite, le pays a besoin d'un projet de société socialiste ambitieux qui soit porté par le maximum de personnes.

Plus nous serons nombreux, plus la dynamique sociale sera forte, plus nous serons en capacité de virer la droite en 2007, non pas juste pour changer de gouvernement mais bien pour «Changer la Vie».



Dans ce mouvement le Parti Socialiste a été exemplaire, que ce soit dans son opposition à l'Assemblée Nationale ou dans la rue en mobilisant largement ses adhérents et sympathisants.

LIBRE EXPRESSION

"INTEGRATION". Daniel Swabahaddine

Un individu s'assimilant à un groupe n'est pas forcément une intégration réussie. D'où le rappel du rôle capital que les institutions comme les associations habilitées, doivent jouer pour aider celui-ci à s'intégrer dans le milieu où il vit. Les mesures applicables en territoire français en faveur de la minorité qui a le devoir de se faire accepter par la majorité, connaissent souvent une application éphémère. Cette situation engendre plus de complications que de solutions.

Or, la société française multiculturelle et plurielle évolue vers un communautarisme. De surcroît, des politiques n'hésitent pas à prôner l'instauration de la discrimination positive. Ne s'agit-il pas là une manière d'afficher les groupes communautaires, attisant ainsi une forme de ségrégation ?

La France à l'instar d'autres nations européennes se créa de possessions territoriales notamment dans le continent africain. Leur émancipation effective, avec le principe onusien autorisant l'autodétermination des nations à accéder à leur souveraineté entraînent la plupart de ces territoires à demeurer dans des statuts altérés.

En tout cas, des personnes d'expression française choisissant de vivre avec les lois de la République française ne devraient pas rencontrer de handicap. Ceci sous-entend également que l'individu censé éviter toutes formes d'aliénation est tenu d'apprendre le civisme. Cette discipline enseignée dans les établissements scolaires, les adultes continueront à l'acquérir au niveau des Associations implantées dans les Collectivités locales.

Entendu que la France, pays laïque et démocratique, protège les libertés sur toutes leurs formes. Et pour éviter tout dérapage, l'adage l'a si bien dit que : la liberté se limite où débute celle d'autrui. Et pour un renforcement d'intégration réelle dans un contexte de mondialisation, la lutte pour donner le droit de vote aux autres, serait bien accueillie chez ces derniers.

Signons la Pétition contre l'immigration jetable

Dans notre ville, comme partout, plusieurs personnes attendent leur régularisation depuis des mois alors qu'elle doit leur être donnée : étudiant ou encore jeune marié. Le ministère de l'intérieur a donné des ordres aux préfetures : faites trainer, ce en vu de la nouvelle réforme CESEDA que Nicolas Sarkozy prépare. Ces personnes sont dans un no man's land juridique ne pouvant ni travailler ni sortir de France. «Si ce projet est adopté, il ne fera pas bon s'aimer entre Français-e-s et étranger-e-s, vouloir vivre avec sa famille ou avoir des enfants. Pour ceux-là, la multiplication sans fin des conditions rendra l'espoir de la régularisation bien vain» extrait de la pétition.

Signons la pétition : www.contreimmigrationjetable.org

VOUS avez le droit de vivre en famille ?

Projet de loi sur l'immigration = N'Y PENSEZ PLUS !



www.contreimmigrationjetable.org



Bruno Le Roux,

député socialiste de la 1^{ère} circonscription du 93

Tous ensemble, refusons la précarité !

jeunesse de notre pays, renforçant ainsi un peu plus le conflit de générations.

Avec le CPE, la droite a cherché à généraliser la précarité pour les jeunes au moment même où notre pays a davantage besoin de stabilité dans l'emploi. Les jeunes réclament et ont droit à la stabilité pour être en mesure de construire leur avenir et pour que les entreprises puissent embaucher des employés formés et motivés.

Deux mois de crise, près de 3 millions de personnes dans la rue, un Président de la République qui tarde à se manifester pour finalement déposséder de toutes possibilités d'action un Premier ministre orgueilleux qui campe sur ses positions.

L'entêtement de la droite dévoile dans quel enfermement elle se trouve, sclérosée par ses tactiques internes et ses débats de succession. Tout ce cirque orchestré par Messieurs CHIRAC et SARKOZY n'a été que l'affaire de l'UMP.

Tous ceux qui sont attachés au fonctionnement démocratique de nos institutions ne peuvent qu'être scandalisés par ce qui se passe au sommet de l'Etat. L'intérêt général est méprisé alors qu'il commande de renouer le dialogue social et retrouver la sérénité, l'apaisement et la confiance dont notre pays a besoin.

Les jeunes dans leur ensemble, qu'ils soient issus de milieux défavorisés, des banlieues, comme des classes moyennes, recherchent avant tout les moyens de s'intégrer dans la société et sur le marché du travail. Ils sont le véritable espoir d'une France qui recherche confiance en elle-même.

Mon combat m'amène aujourd'hui à soutenir une démarche simple, claire et rapide. Le pouvoir a enfin abrogé le CPE, mais il lui reste à abolir le Contrat Nouvelle Embauche (CNE), l'apprentissage à 14 ans et le travail de nuit dès 15 ans, toutes ces réformes qui sont aussi des régressions imposées par la Droite à la jeunesse de notre pays.

Notre pays traverse une crise sociale et politique majeure. Depuis le retour de la droite au pouvoir en 2002, la situation économique et sociale n'a cessé de se détériorer au détriment des plus faibles et des plus démunis de notre société.

Elaboré sans concertation sociale, sans débat parlementaire, le Contrat Première Embauche (CPE) a été l'élément déclencheur d'une révolte des citoyens qui ne sont plus écoutés depuis bientôt 4 ans.

Le Président de la République n'a pas été clair dans son expression, il n'a pas non plus répondu à la

Ilodyoniens : Adhérez au Parti Socialiste

Pourquoi adhérer au Parti socialiste ?

Pour participer à l'élaboration du projet des socialistes pour 2007

Des états généraux du projet sont lancés et de nombreux débats-forums sont organisés dans toute la France.

Le projet sera définitivement ratifié le 17 juin après le vote de l'ensemble des adhérents.

Pour battre Sarkozy et Villepin

Le rôle du Parti socialiste et de ses militants est de mettre tout en

œuvre pour qu'un coup d'arrêt soit donné à la politique de casse sociale conduite par la Droite depuis 4 ans. Dans tous les domaines, la situation s'est dégradée et les différents gouvernements de Droite ont conduit à une situation de désespérance sociale.

Pour désigner le/la candidat(e) à l'élection présidentielle

Ce sont les adhérents du parti socialiste qui désigneront par un vote en novembre 2006 le candidat ou la candidate du parti socialiste à l'élection présidentielle de 2007.

Pourquoi adhérer avant le 1^{er} juin & combien coûte l'adhésion ?

Le 1^{er} juin est la date limite d'adhésion pour participer au vote de désignation du candidat à l'élection présidentielle. Pour participer aux grands choix de l'année 2006 (projet, candidat) c'est le moment d'adhérer. Jusqu'au 1^{er} juin pour tous les nouveaux adhérents, la cotisation pour toute l'année 2006 est de 20 €. Paiement sur internet possible : www.parti-socialiste.fr/adherer



Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Nom : Prénom :
Adresse : Code Postal : Ville :
Téléphone :

A retourner accompagné d'un chèque de 20 euros à :
Parti Socialiste, section de l'Île-Saint-Denis,
BP 26 - 93450 L'ÎLE-SAINT-DENIS

Contacts :

Secrétaire de section :
Christophe Rosé
Section du Parti socialiste de L'Île Saint Denis
BP 26 - 93450 L'ÎLE-SAINT-DENIS
ps.ile.saint.denis@free.fr • tél : 06 07 65 08 60

Le Député : Bruno Le Roux
Permanence : 01 42 35 58 37
brunolerouxdepute@yahoo.fr
www.brunoleroux.org

